

# LA MOBILITE COMME RESILIENCE DES MARAICHERS BURKINABE FACE A LA VULNERABILITE ALIMENTAIRE<sup>1</sup>

**OUEDRAOGO François de Charles, NIKIEMA Edwige, KAGAMBEGA Irma  
Francine, COMPAORE Emmanuel**

Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Milieux et Territoires  
Université de Ouagadougou

## **RÉSUMÉ**

Les jeunes maraîchers du Plateau central burkinabè émigrent vers d'autres régions du pays. Quels sont les déterminants de cette mobilité ? L'objectif de l'étude est de mesurer l'incidence de la pratique du maraîchage, sous contrainte de la mobilité, dans la lutte contre la vulnérabilité (alimentaire) des ménages ruraux. Sont étudiés deux sites dans le Plateau central et deux autres sites en zones d'immigration dans le Nord. Le levé topographique, le questionnaire et le récit de vie furent les outils de collecte des données. En terme de résultats, le rêves du gain d'argent chez tous les producteurs, la pression humaine sur l'espace (47 % des maraîchers ne possèdent pas de terres sur les berges des lacs), le savoir-faire dans la pratique du maraîchage et enfin le comblement du lac (reconnu par 90 % des maraîchers), déterminent la mobilité des producteurs. Les maraîchers s'orientent vers les autres provinces du centre du Burkina Faso à la recherche de berges neuves. Ils ne se rendent pas dans l'ouest du pays mais la tendance est au franchissement de la frontière malienne au nord dans les années à venir. Enfin, les maraîchers en zone d'immigration sont mal nourris : ils mangent régulièrement de la pâte de céréale. En revanche, dans les ménages des villages d'émigration, les repas deviennent réguliers et riches. L'argent du maraîchage est réinvesti dans l'habitat, dans le matériel roulant (pour 80 % des maraîchers) et surtout dans le loisir. Le savoir-faire reste limité au maraîchage. Le maraîcher apparait par conséquent vulnérable. Des modules de formation à l'accès à la terre comme à la gestion efficace des recettes, rendraient le maraîcher plus résilient.

**Mots clés :** Burkina Faso, mobilité, résilience, maraîchage, vulnérabilité alimentaire.

---

<sup>1</sup> Les auteurs expriment leur gratitude au Laboratoire Pluri du Département de Sociologie/UFR-SH/Université de Ouagadougou, qui, à travers le CUD (Coopération universitaire belge), a subventionné la présente recherche relative à la mobilité des maraîchers et la vulnérabilité.

## **ABSTRACT**

### **Mobility as resilience of Burkina Faso gardeners face a food vulnerability**

Young gardeners of the Central Plateau of Burkina Faso, migrate to other parts of the country. What are the determinants of this mobility? The objective of the study is to measure the impact of market gardening, constrained by mobility, in the fight against vulnerability (food) of rural households. Two sites in the Central Plateau and two other sites in immigration areas in the North, are studied. Topographic measures, questionnaire and life story were the tools of data collection. In terms of results, the dreams of earning money for all producers, human pressure on space (47% of gardeners do not have land on the shores of lakes), expertise in the practice of gardening and finally filling the lake (recognized by 90% of growers), determine the mobility of producers. Gardeners are moving to other provinces in central Burkina Faso in search of new rivers. They do not migrate in the west, but the trend is crossing the border with Mali in the coming years. Finally, gardeners in immigration areas, are malnourished: they eat cereal dough regularly. In contrast, in the households in the villages of emigration, meals become regular and rich. The money of gardening is reinvested in the habitat, in the rolling stock (80% of growers) and especially in leisure. The expertise is limited to gardening. The gardener appears therefore vulnerable. The development of training modules for access to land and to the efficient management of vegetable recipes, make the most resilient.

**Keywords:** Burkina Faso, mobility, resilience, gardening, food vulnerability.

## INTRODUCTION

Face aux sècheresses des décennies 1970 et 1980 ayant entraîné des crises alimentaires graves dans les pays du Sahel (Gado, 1993), les pouvoirs publics et les ONG du Burkina Faso ont multiplié les retenues d'eau de surface. Le pays totalise actuellement plus de 2 100 retenues, toutes catégories. Suite à la disponibilité de l'eau de surface et à la difficulté de maîtriser la culture irriguée de riz (Courade, 1987 ; Ouédraogo et *al.*, 2003), les producteurs burkinabè de la région du Plateau central adoptèrent massivement, la culture de contre saison.

La culture maraîchère a apporté significativement des ressources alimentaires face aux déficits de production céréalière sous pluie, soit par les céréales achetées en période de soudure alimentaire avec les recettes des légumes, soit par la disponibilité en saison sèche des feuilles vertes riches en nutriments. C'est pourquoi on observait deux, voire trois ceintures de jardins de légumes tout autour des retenues d'eau comme à Gouye ou à Loubila. C'est la ruée vers l'eau pour lutter contre la faim par la production des légumes.

A partir des années 1990, on a noté une exportation des légumes hors des frontières du Burkina Faso, vers le Ghana, le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire. Des commerçants étrangers achètent la tomate et l'oignon à des prix plus rémunérateurs que ceux des petits commerçants de légumes de Ouagadougou. Dès lors, le maraîchage perd son objectif de lutte contre la faim, pour devenir « l'or vert », permettant aux jeunes de satisfaire leurs rêves en équipements. L'émigration des jeunes de la région du Plateau central vers la Côte d'Ivoire ne fut plus un enjeu socio-économique.

Cependant, c'est durant cette même décennie que les berges des retenues d'eau, particulièrement celles du Plateau central, s'épuisent. On note un tarissement précoce du barrage de Gouye, suite à une forte sollicitation des terres et de l'eau pour l'arrosage des légumes. Les terres sont devenues pauvres et infestées de nématodes (parasitant les racines et les feuilles des légumes). Elles demandent des apports massifs en intrants (engrais et pesticides). A l'appauvrissement des terres s'ajoutent le comblement des lacs, inhérent aux apports de tonnes de fumier (engrais organiques), ainsi que l'accumulation du sable et de l'argile charriés par les eaux de pluie.

Les contraintes amènent à innover (Boserup, 1991). Une forme de résilience face au tarissement des eaux des lacs est la mobilité des maraîchers des vieux sites du Plateau central, pour valoriser les nouveaux lacs artificiels d'ailleurs. Les recettes monétaires obtenues de la vente des légumes, souvent substantielles, sont-elles efficacement utilisées dans la lutte contre la vulnérabilité alimentaire des ménages ? Il semble que les investissements dans le loisir l'emportent sur l'équipement collectif et individuel en vue de parer aux éventuelles crises alimentaires. L'étude veut mesurer l'incidence du

maraîchage sous contrainte de mobilité, dans la lutte contre la vulnérabilité des ménages. Elle veut approfondir l'analyse des déterminants de départ des maraîchers, celle des trajectoires des migrants comme encore celle de la gestion (rationnelle) des gains de maraîchage.

## 1 METHODOLOGIE

### 1.1 Cadre théorique de la recherche

Dans le Plateau central, le maraîchage correspond à la culture intensive de la tomate (*Solanum lycopersicum*), de l'oignon (*Allium cepa*) et aussi l'aubergine, le concombre, le piment, le gombo, la courgette. Ce sont des cultures de contre-saison sur les berges des réservoirs d'eau de surface (photo 1).

Photo 1 : Le maraîchage autour du barrage de Gouye



Cliché Compaoré E. (2011)

Au premier plan les planches de tomate  
et en arrière plan la nappe d'eau.

L'exode rural, la migration régionale (agricole) et internationale sont des mobilités humaines étudiées au Burkina Faso (Rémy, 1977 ; Lahuc, 1979 ; Ouédraogo, 1986 & 2002). La mobilité est le changement de lieu d'une personne (Boyer., 2010). Dans le présent contexte de la recherche, elle correspond aux déplacements de jeunes maraîchers de leurs villages vers un ou plusieurs sites d'immigration. Généralement, les maraîchers effectuent trois campagnes de maraîchage dans l'année : dès août (en pleine saison hivernale) commence la première campagne de maraîchage autour des réservoirs d'eau locaux comme à Gouye et à Loumbila. Cette campagne mobilise surtout les entrepreneurs maraîchers, lesquels consacrent peu de temps à l'agriculture céréalière. Ils disposent de motopompes pour arroser les

hautes terres situées autour des lacs inondés en ce moment. Ils maîtrisent la culture des semences de tomate adaptée à la saison des pluies. Une deuxième campagne est engagée en novembre, après les récoltes des champs de céréales. Elle mobilise tous les acteurs (hommes et femmes, professionnels ou non) sur les berges des mêmes rivières en état de décrue. Une dernière campagne amène à partir de février les entrepreneurs et les ouvriers maraîchers autour de nouveaux barrages construits à travers le pays.

« *La vulnérabilité réelle résulte des rythmes naturels comme des potentialités existantes telles qu'elles ont été mobilisées par les sociétés humaines pour diminuer ou limiter risques, aléas et contraintes imposés par la nature* » (Ouedraogo, 2004, p. 13). La lutte contre la vulnérabilité dans un ménage interpelle : (i) la capacité de réagir, de se protéger, d'éviter les risques ; (ii) la disponibilité des moyens (matériels et financiers), des relations et du savoir-faire. Ainsi, la lutte contre la vulnérabilité alimentaire dans le ménage est analysée à travers les savoir-faire et l'investissement de l'argent du maraîchage.

La soudure alimentaire, la disette<sup>2</sup>, la malnutrition résultent des crises alimentaires récurrentes dans les pays du Sahel. Une famille (ou un ménage) vulnérable, qui ne peut donc pas faire face aux imprévus, doit « se serrer la ceinture » pour satisfaire aux besoins alimentaires. Un paradoxe dans le Plateau central est que certains jeunes font régulièrement des recettes appréciables à l'issue des campagnes de maraîchage ; mais suite à de mauvaises gestions de l'argent, leurs ménages demeurent dans l'insécurité alimentaire. Et l'engagement pour la prochaine campagne devient problématique.

## 1.2 Cadre spatial de la recherche

La recherche couvre deux espaces :

1- la région du Plateau central, dont le choix est justifié par la pratique intensive du maraîchage depuis les années 1960. En effet, quand les Pères blancs de l'église catholique de Donsin initiaient le maraîchage sur les berges du barrage de Gouye, ils y voyaient sans doute à travers la consommation locale des légumes, l'amélioration de l'état nutritionnel de la population, en particulier les femmes enceintes et les enfants. De nos jours, et plus qu'ailleurs à travers le Burkina Faso, les jeunes du Plateau central, particulièrement ceux de la province d'Oubritenga (fig. 1a), maîtrisent le maraîchage et en exportent la technique de culture.

Le Plateau central est l'une des treize régions administratives du Burkina Faso. Il regroupe trois provinces (Oubritenga, Ganzourgou et

---

<sup>2</sup>- De nos jours, la famine qui se manifeste par des morts d'hommes suite à la faim, résulte des guerres (civiles) et des catastrophes.

Kourwéogo). Situé à l'est de Ouagadougou sans champs et sans bétail, il constitue l'arrière pays de cette grande ville en produits agricoles. De nombreuses retenues d'eau y sont créées sur les affluents de la rivière Nakambé drainant cette région.

Figure 1 : Localisation des sites d'étude

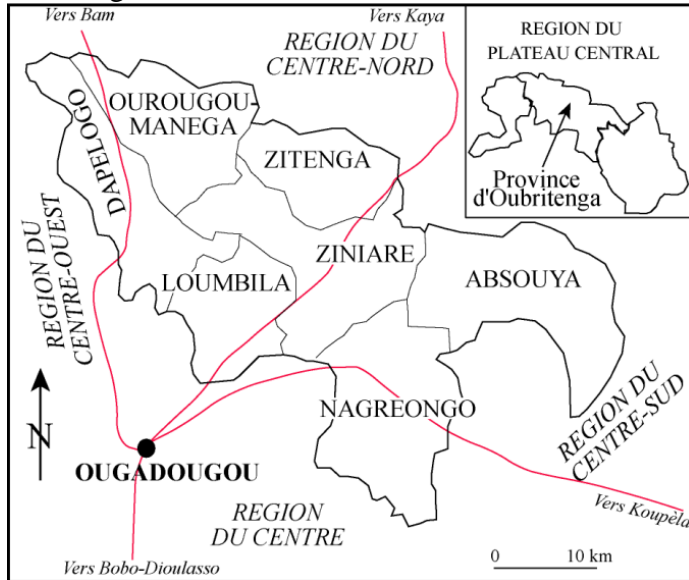


Figure 1a : La province d'Ouhritenga

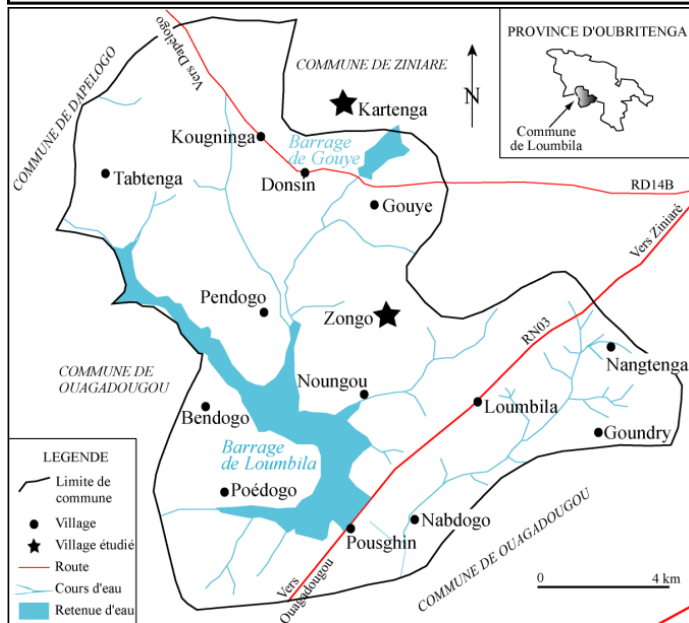


Figure 1b : Les deux sites de maraîchage étudiés dans la Région du Plateau central

Source : BDOT (2002)

2- Le second ensemble spatial regroupe les autres régions d'immigration des jeunes pour le maraîchage. La mobilisation est motivée par la création de nouveaux barrages.

### 1.3 L'échantillonnage

Kartenga et Zongo constituent les deux villages de la province d'Oubritenga retenus pour l'enquête relative à la pratique du maraîchage *in situ*. Ils appartiennent respectivement aux communes de Loumbila et de Ziniaré (fig. 1b, ci-dessus). Le barrage de Gouye (1 930 000 m<sup>3</sup>), dont le village de Kartenga est riverain, fait l'objet de valorisation maraîchère depuis sa création en 1961. Il est aujourd'hui un site de culture maraîchère de référence dans le Plateau mossi<sup>3</sup>. Le barrage de Loumbila (42 000 000 m<sup>3</sup>) que valorisent également plusieurs villages dont Zongo, est construit depuis 1947 et réhabilité en 1970 pour approvisionner la ville de Ouagadougou en eau potable. Ces deux points d'eau se trouvent à moins de 35 km de la capitale Ouagadougou. Les légumes produits alimentent les citadins, confirmant de la sorte le lien satellitaire de la région avec la capitale.

L'enquête est adressée aux premiers producteurs chefs de ménages rencontrés sur le terrain, soient 30 enquêtés par village<sup>4</sup>. Une seconde phase d'enquête a couvert deux retenues d'eau, dans la Région du Nord (en zone d'immigration). Ce sont : le barrage de Kanazoé (100 000 000 m<sup>3</sup>) dans la commune de Yako et le barrage de Titao (522 000 m<sup>3</sup>) dans la commune de Titao. Environ 100 et 200 km séparent respectivement Yako et Titao de Ouagadougou. Dans ces deux sites, 28 et 71 acteurs maraîchers sont enquêtés.

Le tableau I présente les statistiques officielles relatives à la démographie des villages étudiés. En 2006, les actifs de 15 à 64 ans représentent 46 et 50 % des populations totales respectives de Kartenga et Zongo.

Tableau I : Structure démographique des villages étudiés

Village	Nombre de ménages	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et +	Hommes	Femmes	Total
Kartenga	220	604	577	59	615	625	1 240
%	-	49	46	5	49	51	100
Zongo	109	275	309	32	317	299	616
%	-	45	50	5	51,5	48,5	100

Source : INSD/RGPH/BF (2006)

<sup>3</sup> Le Plateau mossi, éponyme de la communauté ethnique mossi, regroupe sept régions administratives couvrant le centre du Burkina Faso.

<sup>4</sup> Environ 800 maraîchers exploitaient les berges du barrage de Gouye en 2008.

En réalité, la présence massive d'ouvriers agricoles non recensés dans ces villages modifie la structure démographique : les jeunes de 10-29 ans totalisent 53 % de l'effectif démographique en 2008 à Kartenga. Mais, seuls les hommes se déplacent par la suite dans les sites d'immigration pour la troisième campagne. On ne compte pas d'enfants de moins de 14 ans dans ces sites d'immigration. En revanche, les actifs de 15-39 ans constituent 80 % des migrants.

#### **1.4. La collecte des données**

Quatre méthodes ou outils ont permis la collecte des données :

- l'observation de l'espace et la connaissance préalable du milieu par l'équipe de chercheurs ;
- le levé topographique autour du barrage de Gouye, pour apprécier le comblement ;
- les douze récits de vie réalisés ont insisté sur la mobilité du maraîcher, les recettes des jardins de légumes, la sécurisation alimentaire du ménage ;
- enfin, le questionnaire administré aux enquêtés. Il prend en compte des variables pertinentes selon les objectifs de la recherche. Pour les déterminants de la migration, les questions se rapportent à la pression humaine sur l'espace, à la maîtrise de la culture maraîchère, au comblement du lac, aux rêves de gains d'argent... Pour la mobilité, ont été pris en compte, la distribution des nouveaux sites de maraîchage, la dynamique de la mobilité et les risques dans la production. La mesure de la vulnérabilité (alimentaire) a concerné l'équipement matériel de l'exploitation, l'investissement du gain du maraîchage, l'alimentation du ménage et l'état de santé du ménage.

Les mesures topographiques et les enquêtes réalisées à Kartenga et à Zongo ont eu lieu de janvier à mars 2008. Les enquêtes se sont déroulées à Yako en avril 2009 et à Titao en mai 2010. Les récits de vie réalisés en juin 2009 n'ont concerné que Kartenga.

## **2 LES DETERMINANTS DE LA MOBILITE DES JEUNES MARAICHERS**

La pression humaine sur les terres agricoles d'une manière générale et sur les berges des lacs en comblement en particulier, déterminent la mobilité des jeunes. Mais le rêve du gain d'argent semble inciter davantage à la mobilité.

### **2.1 Le rêve : « le maraîchage rapporte beaucoup d'argent ! »**

L'avènement de l'industrie minière au Burkina Faso depuis les années 2000 ne démobilise pas significativement les jeunes paysans de la région du

Plateau central des cultures de contre saisons<sup>5</sup> : « *Le maraîchage rapporte beaucoup d'argent !* ». Mais les maraîchers ne sont pas dupes de cette idée reçue : s'engager dans la culture des légumes s'apparente à une loterie. Les recettes sont fonction : (i) de la production des légumes influencée par les paramètres climatiques<sup>6</sup> ; (ii) de la qualité des sols qui peuvent être infestés de parasites de plantes ; (iii) du marché en fonction de la production des légumes et de l'origine des acheteurs. Le rapport entre les effectifs de ceux qui ont gagné et de ceux qui ont perdu varie selon la productivité (rapport entre production et investissement). Quelle que soit l'année, quelques-uns (les entrepreneurs maraîchers) acquièrent de « gros lots ».

Le succès des campagnes est ressenti en mai-juin-juillet, en fin de saison sèche : en année de bonne productivité, les maraîchers animent les villages par les équipements roulants achetés et surtout par les activités de loisir. Ce sont-là les principaux indicateurs virtuels du succès de la saison des cultures de décrue. Ils incitent aux rêves de gains d'argent par le maraîchage chez la totalité des paysans, d'où la mobilité des actifs vers les points d'eau.

## **2.2 La pression humaine sur l'espace**

Elle est l'un des déterminants réels de la mobilité des jeunes. En effet, la province d'Oubritenga pour ne retenir que cet espace, compte 237 290 habitants répartis dans 200 villages (INSD, 2006). En termes de densité rurale, elle présente 85 hbt/km<sup>2</sup> contre 61 hbt/km en moyenne au Burkina Faso. Elle appartient de ce fait aux provinces les plus peuplées du pays. La forte densité s'explique par la dynamique démographique (taux de fécondité élevé avec plus de six enfants par femme), par la réduction de l'espace rural due à la présence de trois forêts classées et de 33 retenues d'eau de surface (fig. 2). Le plan d'eau de Ziga (200 000 000 m<sup>3</sup>), le quatrième plus grand barrage du pays, occupe à lui seul 160 km<sup>2</sup> environ.

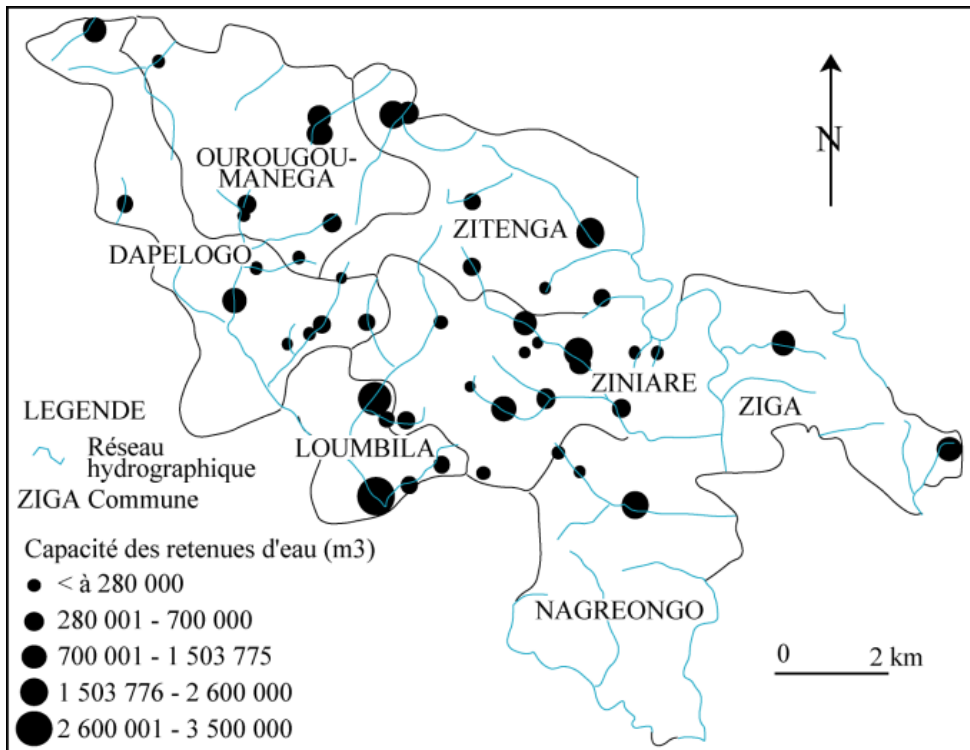
Par ailleurs, la surexploitation agricole et séculaire des terres les a rendues actuellement peu productives. Les pluies devenant de plus en plus aléatoires depuis les années 70, les terres productives restent celles des nombreuses dépressions le long des rus du bassin du Nakambé, quand elles ne sont pas sujettes à des inondations en année de pluviométrie abondante.

---

<sup>5</sup> Deux jeunes du village de Kartenga, partis au Mali en janvier 2012 pour se constituer ouvriers dans l'orpaillage, sont revenus au bout de trois semaines : l'orpaillage s'entoure de beaucoup de risques pour la vie. Ils ont découragé les autres à l'aventure pour l'orpaillage. Ces jeunes se sont remis à la pratique du maraîchage.

<sup>6</sup> En 2008, un vent de poussière venu du Sahel (l'Harmattan) a rendu les fleurs des légumes infécondes. La campagne de février fut un échec pour les producteurs.

Figure 2 : Les retenues d'eau dans la province d'Oubritenga



Source : D'après BDOT (2002)

Dans l'ensemble, plus de la moitié des maraîchers (57 %) ne disposent pas de terres sur les marges des retenues d'eau en 2008. Ce sont donc des usufruitiers. Phénomène nouveau en lien avec la rareté des terres, les propriétaires terriens retirent les parcelles des usufruitiers au bout de quelques années de valorisation, pour éviter les vellétés d'appropriation par la suite. Quant à la jachère, elle est observée chez un tiers des maraîchers, et elle dure six ans en moyenne.

### 2.3 Le savoir-faire dans la pratique du maraîchage

Les adolescents des villages riverains au barrage de Gouye ont acquis au fil des ans, un savoir-faire propre dans le choix des semences, les techniques de repiquage et d'entretien des pieds des légumes (photo 2). La culture des légumes se transmet du père en fils, du grand frère au petit frère ou plus fréquemment du patron à l'ouvrier. L'insuffisance des terres de décrues devenues pauvres, le savoir-faire dans la production maraîchère sont des facteurs déterminants de la mobilité des jeunes vers les nouvelles retenues d'eau hors de la province ou de la région.

Photo 2 : Des planches de légumes



Clichés de E. Compaoré (2009)

Le savoir-faire reste traditionnel. On ne note pas de mécanisation sur ces planches.

Des bidons et des seaux sont utilisés comme arrosoirs

Pour ses trois jardins réalisés autour du lac Bam en 2008, un entrepreneur maraîcher de Kartenga, du nom de Bernabé, a recruté quatre ouvriers ayant déjà acquis l'expérience au fil des années. Il a recruté un cinquième sur place, pour témoigner sa subordination aux autorités villageoises. Il s'y rend pour déposer des intrants et des provisions alimentaires.

Bernabé est un « Grand » dans la production maraîchère. Il y est parvenu grâce à sa longue expérience dans l'activité. Il a acquis un savoir-faire et il n'a plus rien à attendre du « *Koob-naaba* » (l'assistant technique agricole). Ce savoir-faire, l'accumulation des capitaux, le calcul du risque, l'anticipation des problèmes au sein de sa grande famille composée de trois ménages, tout cela accompagne ce producteur dans le succès, chaque année. Pour les uns, Bernabé a acquis un bon « *wack* » (gris-gris).

## 2.4 L'envasement du lac et l'appauvrissement des berges

Le comblement ou l'envasement ou encore l'ensablement des lacs menacent sérieusement les activités péri-lacustres au Burkina Faso. Ce pays, plus que les autres en Afrique de l'Ouest, a beaucoup investi dans la construction des lacs artificiels, pour rendre la ressource en eau disponible au profit des paysans et des éleveurs. La dégradation du couvert végétal suite au prélèvement de l'homme et des effets des sècheresses, a rendu les sols nus, les exposants à l'érosion hydrique et éolienne. Si rien n'est fait, les dépôts au fond des lacs, ces tonnes de terre charriées par les eaux de ruissellement, plomberont à moyen terme la production agricole. Alors que la sécurité alimentaire s'appuie de plus en plus sur l'irrigation, à l'instar de la révolution verte en Asie (Courade G., 1987). En l'absence de moyen de lutte efficace et durable contre les envasements des lacs, les maraîchers participent à l'accélération du comblement par la mise en culture des berges des rivières et par l'apport de quantité importante d'engrais (tableau II). Ces terres et engrais charriés par les eaux de ruissellement, contribuent de la sorte au comblement des lacs.

Tableau II : Les volumes d'engrais utilisés par les maraîchers enquêtés

Type d'engrais	Quantité (kg)
NPK	15 762
Urée	5 413
Total engrais chimiques	21 175
Ordures ménagères	9 975
Fumure animale	16 500
Fosse fumièrre (compost)	8 425
Total de fumure organique	34 900

Source : Enquête terrain, 2008

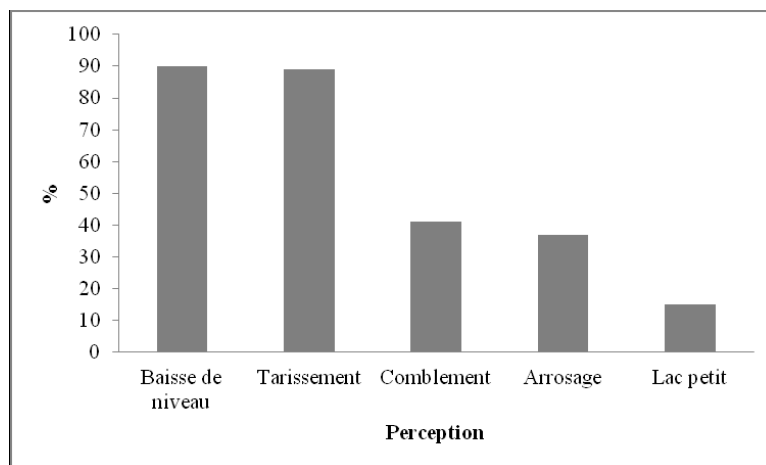
Les mesures topographiques du barrage de Gouye ont mis en évidence le phénomène de comblement. Le barrage connaît un comblement dû à des dépôts solides estimés en moyenne à  $4,07 \times 10^{-5} \text{ m}^3/\text{km}^2/\text{an}$ , sur la période de 1980 à 2008. Ces dépôts solides s'accompagnent aussi d'énormes quantités de matières en suspension, surtout en mai (92,5 mg/l), expliquant de ce fait l'opacité de l'eau.

L'évaluation de la baisse du niveau d'eau a donné une perte de 96% (84 000 m<sup>3</sup> en 2009 contre 1 950 000 m<sup>3</sup> à la mise en eau du barrage en 1961). Le comblement du lac et la baisse de la pluviométrie annuelle expliquent cette perte en eau.

Cette perte est bien perçue par les producteurs : pour la grande majorité d'entre eux (90 %), elle se manifeste par la baisse du niveau d'eau et le tarissement survenu en 1987 pour la première fois. Toutefois, seulement une frange (41 %) a fait le lien avec le comblement. Le prélèvement de l'eau pour

l'arrosage des légumes vient au premier rang des causes du comblement ou plutôt de la baisse du niveau d'eau, et certains exploitants déclarent que c'est parce que le barrage était de faible étendue dès sa création, que son eau ne suffit pas à l'agriculture (fig. 3).

Figure 3 : Perception paysanne (en %) du comblement de la retenue d'eau de Gouye



Source : Enquête de terrain (2008)

### 3 UNE MOBILITE MULTIDIRECTIONNELLE

Il s'agit de décrire la mobilité dans ses orientations et ses fréquences. Ensuite, quels sont les risques d'investissements en lien avec cette mobilité ?

#### 3.1 Les sites d'immigration des maraîchers

Plus de la moitié des ouvriers agricoles autour du lac artificiel de Yako (en 2009) vient de la province d'Oubritenga. En 2010, les ouvriers agricoles de Titao étaient quasiment tous originaires d'Oubritenga (commune de Loumbila, 50 % ; Ziniaré, 40 % ; Dapélogo, 8 %). Les maraîchers migrent donc hors d'Oubritenga vers les provinces voisines et au-delà. Ils s'orientent vers l'est (dans la province du Gourma), le Sahel (Séno), le nord (Yatenga), vers l'ouest (Boulkiemdé) et également le sud (Ziro et Zoundwéogo). Ils vont à la recherche des points d'eau de surface pérennes (fig. 4). Ils iront dans les années à venir au-delà des limites actuelles de l'est et du nord (au Mali), à la suite des berges lacustres non encore valorisées sur le plan agricole.

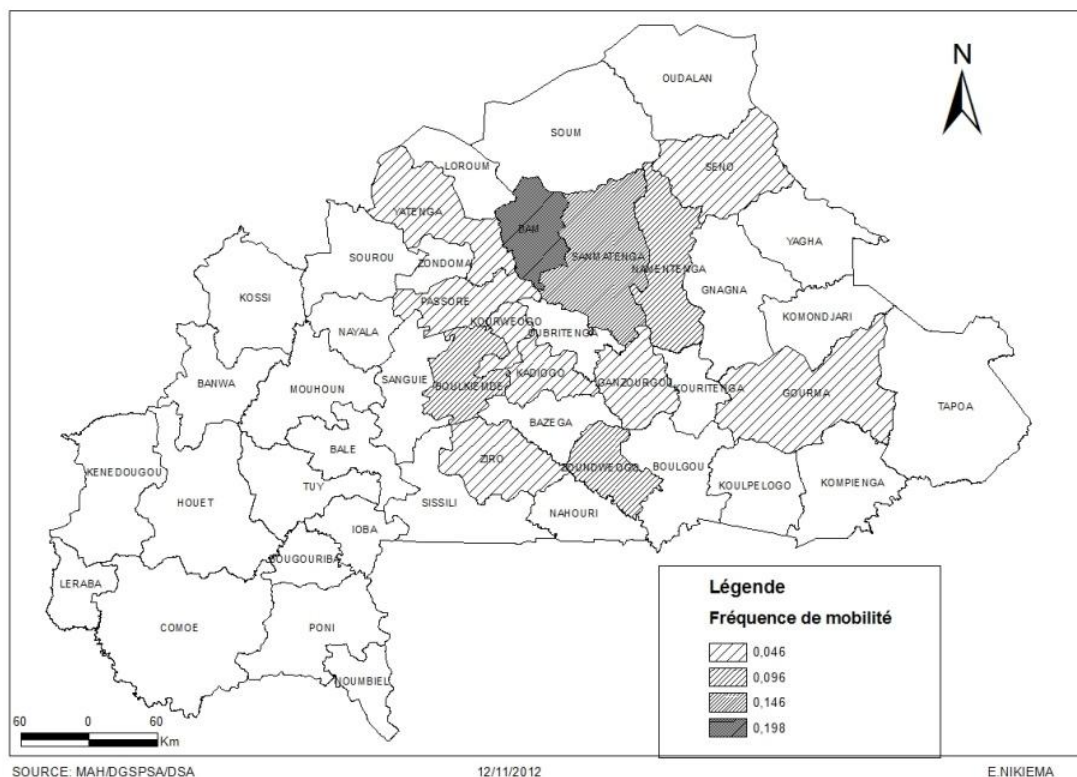
Toutefois, la poussée vers des régions ultrapériphériques de l'Ouest apparaît moins certaine : est-ce parce qu'il n'y a pas de nombreux réservoirs d'eau dans l'Ouest moins sujet aux aléas climatiques ? Est-ce par méconnaissance des aptitudes édaphiques de cette partie du pays ? Est-ce par

peur des pratiques d'accès à l'eau ? Est-ce enfin par peur d'un marché inconnu de cette région dont l'économie agricole se tourne vers la Côte d'Ivoire ?

### 3.2 Les fréquences des déplacements

Si les entrepreneurs maraîchers effectuent des mouvements pendulaires, les ouvriers agricoles quant à eux, demeurent dans les jardins durant chaque campagne de maraîchage. A noter chez le même acteur, le changement de sites de maraîchage dans la même année, et d'une année à l'autre. En tenant compte de cette variable mobilité chez les ouvriers agricoles de Titao (fig. 5), on peut enrichir la figure 4 (ci-dessus). En effet, l'enquête sur l'historique de la trajectoire a seulement concerné les années 2007 et 2008. Si le tiers (22/70) migre pour la première fois, les autres ont fréquenté deux ou trois, voire quatre sites différents en deux ans. Ainsi, la province la plus visitée est le Bam, suivi du Sanmatenga, sans doute en raison de leur dotation en lacs naturels (lacs Bam, Dem, Sian) et artificiels.

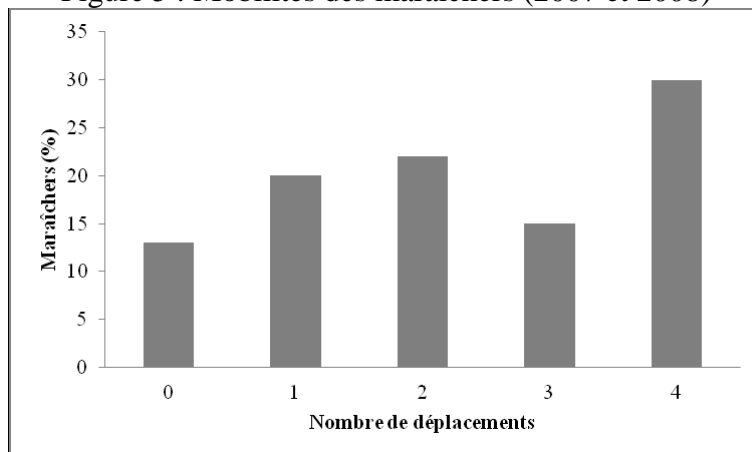
Figure 4 : Les provinces d'immigration des maraîchers d'Oubritenga



Une retenue d'eau nouvellement créée attire les maraîchers en raison de la richesse des terres sur les berges. Celles-ci ne demandent pas de grandes

quantités d'engrais chimiques et organiques pour la production des légumes, ni d'utilisation de pesticides car les terres ne sont pas encore infestées de bio-agresseurs, excepté les animaux domestiques ruminants en divagation. Enfin, les maraîchers allochtones ont un accès facile à la terre, lorsqu'ils respectent la procédure de demande sur le plan coutumier.

Figure 5 : Mobilités des maraîchers (2007 et 2008)



Source : Enquête de terrain (2009)

Pour l'année 2008, Bernarbé a réalisé quatre campagnes de maraîchage : la première dès le mois d'octobre à Koumbango/Kongoussi, 600 planches, 5 ouvriers agricoles ; la deuxième en novembre à Soum/Nanoro ; la troisième en janvier à Bazéga ; la quatrième en février (avant le 15 du mois) à Dablo (Kongoussi).

### 3.3 Les risques et les gains dans la pratique du maraîchage

Il apparaît à l'issue de la série des récits de vie, qu'une retenue d'eau nouvellement construite, ne garantit pas un succès au maraîchage. Le risque de perdre sa culture reste élevé en dépit d'une terre riche. Les paramètres climatiques perturbent la production. Un nuage de poussière que soulève l'Harmattan en janvier, février ou mars, rend les fleurs de la tomate infécondes. D'autre part, des pluies précoces entravent la récolte de la dernière campagne. Souvent, les maraîchers retournent avec les mains vides dans leurs villages.

Pourquoi alors aller cultiver la tomate tard en fin de saison sèche, le risque de la perdre sous la première pluie étant de 50 % dit-on ? C'est parce qu'en ce moment, l'offre diminue puisque la plupart des réservoirs d'eau à travers le pays ont tari. D'autre part, la demande de consommation en légumes reste forte chez les citadins de Ouagadougou. De même, la demande étrangère augmente et les camions venant du Ghana et du Togo sillonnent la région du Plateau central à la recherche de la tomate. Les prix grimpent, se multiplient par plus de dix, allant de 5000 à 10 000 F CFA la mesure (la caisse de 0,5 m<sup>3</sup>), voire 60 000 ou 100 000 F CFA. Les quelques grands

entrepreneurs maraîchers emmagasinent des millions de francs de recettes ; et l'ouvrier agricole est payé à 300 000 F à l'issue de la campagne. D'où, pour récolter des millions d'argent, il faut aller ouvrir le champ de tomate au nord du Burkina Faso, à la porte du Sahel. Mais, c'est un jeu de quitte ou double. En 2009, les maraîchers de Kartenga sont partis massivement (plus 120 individus) à Titao. La campagne fut bénéfique. En 2010, ils y sont repartis, mais l'accès à la terre leur a été refusé<sup>7</sup>. En 2011, des pluies précoces ont inondé les parcelles de tomate à Yalgo. Ce fut la faillite. « *Si ça ne marche pas ici, ça marchera là !* » ; « *Si je perds ici, je gagnerai là !* ».

## **4 LE MARAICHAGE ET LA LUTTE CONTRE LA VULNERABILITE**

Contrairement à l'idée reçue au village, le riche peut être vulnérable. Les maraîchers, notamment ceux dits entrepreneurs, mobilisent beaucoup d'argent ; mais ils ne sont pas à l'abri des années de mauvaises productions maraîchères. Quels sont les acquis à l'issue des campagnes ? Quel est l'état de l'alimentation dans les ménages des maraîchers ?

### **4.1 Les acquis du maraîcher**

Le maraîchage rapporte de l'argent, selon le tableau III. La somme de plus 39 millions de francs mobilisée en deux campagnes sur trois (2009), par l'échantillon de 60 maraîchers enquêtés, apparaît énorme. Bien que périssable, la tomate donne un rendement élevé sous réserve du respect des conditions de culture. Qui plus est, elle s'exporte vers les pays côtiers où la sauce tomate fait partie du plat quotidien<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> La mobilité des maraîchers d'un site à un autre vient du fait que les propriétaires des terres riveraines aux nouvelles retenues d'eau, finissent par chasser les producteurs allochtones. A l'arrivée de ces derniers, les terres vierges leur sont cédées contre le recrutement de la main-d'œuvre locale. Au bout de deux à trois ans, les autochtones retirent leurs terres alors qu'ils ne maîtrisent pas encore le savoir-faire dans le maraîchage. Un second motif de retrait de terres fait souvent suite à des enlèvements de femmes par les maraîchers allochtones.

<sup>8</sup> C'est vrai que les ménagères des pays côtiers maîtrisent la cuisine de plats fortement assaisonnés de la tomate. Mais, une idée reçue est que la tomate du Burkina Faso alimente des usines de conserveries de légumes dans les pays côtiers. L'usine de conserverie de la tomate en construction à Loumbila près de Ouagadougou, devrait pouvoir maintenir le marché local de ce légume à un prix rémunérateur.

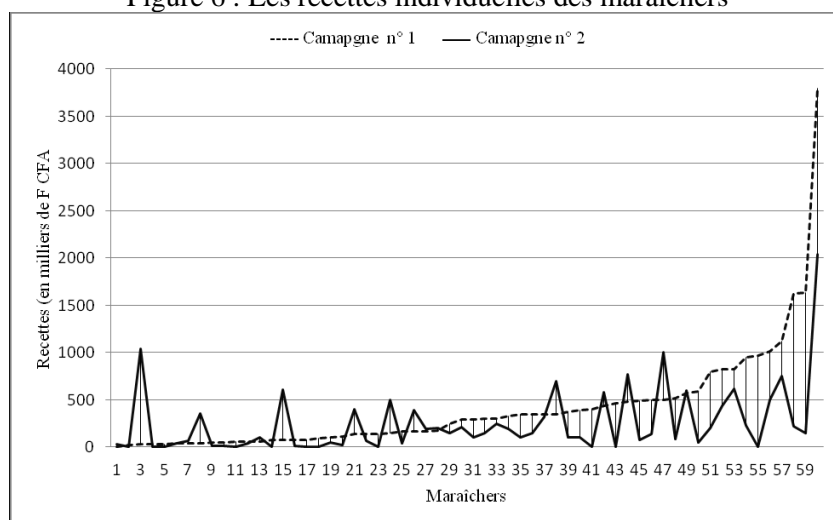
Tableau III : Les recettes financières des maraîchers (en deux campagnes, en 2009)

Légumes	Recette (F CFA)	Recette moyenne par maraîcher
Tomate	17 046 425	284 107
Oignon	17 346 725	289 112
Aubergine	2 430 625	40 510
Carotte	590 000	98 33
Courgette	460 000	76 67
Piment	643 250	10 721
Autres productions	748 000	12 467
Production totale	39 265 025	654 417

Source : Enquête terrain, 2008

Dans le détail, les recettes par producteur au moment de l'enquête correspondant à l'issue de la deuxième campagne, évoluent de 25 000 F à 5 834 000 F CFA (fig. 6). La recette moyenne par producteur s'élève à 665 767 F. Au Burkina Faso, 44 % des ménages vivent en-dessous du seuil de pauvreté estimé à 108 454 F CFA (INSD, 2009). Un habitant maraîcher du Plateau central pratiquant le maraîchage, acquiert bien plus de six fois la somme équivalente à ce seuil de pauvreté, sous réserve de la soustraction de l'investissement (main-d'œuvre, engrais, pesticides).

Figure 6 : Les recettes individuelles des maraîchers



Source : Enquête de terrain (2008)

Afin de sortir de la situation de vulnérabilité, le maraîcher doit être doté de savoir-faire. Les statistiques montrent que les populations s'adonnent plus au maraîchage qu'à l'agriculture sous pluie (tableau IV). On peut regretter que les acquis du maraîchage n'induisent pas d'autres activités génératrices

de revenus (AGR), ce qui pose le problème de reconversion d'activité face au comblement des lacs, d'où la migration vers d'autres sites de maraîchage.

Tableau IV : Les savoir-faire des maraîchers

Village	Tradipraticien	Tailleur	Tisserand	Forgeron	Mécanicien	Maçon	Maraîchage	Embouche	Petit commerce	Commerce légumes	Artisanat alimentaire	Autre	Total
Kartenga							20	5		2	1		63
Zongo							12	2		8	2	2	77
Total							32	7	3	70	3	3	40
(%)		,2	,7	,2		,1	3,0	,7	,4	1,5	,8	,4	00

Source : Enquête de terrain, 2008

En termes de savoir-faire, sur une douzaine d'activités génératrices de revenus, près de la moitié (43 %) ainsi que le tiers de la population, déclarent être capables de pratiquer respectivement le maraîchage et le commerce des légumes. Les autres AGR sans un lien direct avec la culture de contre-saison ne sont que très faiblement pratiquées. Les paysans ont diversifié les activités en lien avec les cultures de contre-saison. Ils ont ainsi su valoriser les retenues d'eau malgré les aléas liés à la production de légumes.

## 4.2 L'investissement des revenus du maraîcher

### 4.2.1 L'investissement en équipement domestique et agricole

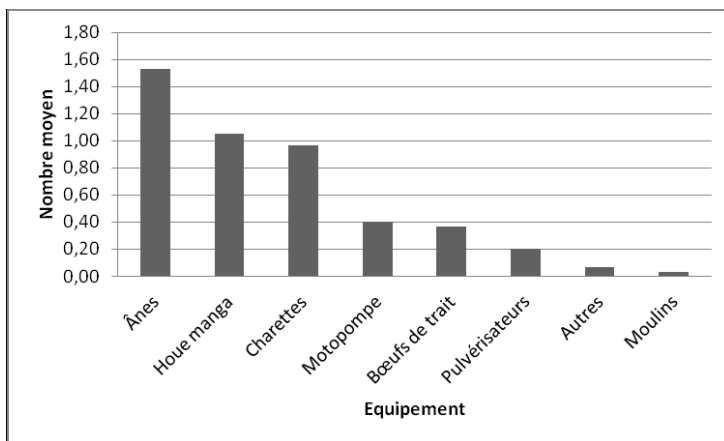
Dans la zone de maraîchage, une concession composée de cases rondes en banco et coiffées de chaume, apparaît comme un indicateur de la pauvreté. C'est pourquoi, de retour de la première année de maraîchage, le plus important investissement est la construction d'une case rectangulaire en banco et coiffée de tôles. Après quelques dizaines d'années de pratiques du maraîchage, tous les exploitants agricoles dans les villages possèdent chacun au moins une case en banco recouverte de tôles. Ainsi, on compte trois cases en moyenne par exploitation. Le nombre moyen de tôles par case est de 13. D'autre part, 13 % des exploitations ont pu construire chacune une case en parpaing, recouverte d'une vingtaine de tôles en moyenne. La tôle a remplacé

le chaume comme toiture. Seul un producteur sur 10 dort encore dans une case ronde coiffée de paille.

Pour l'investissement en moyens de transport (cyclomoteurs et motos), huit maraîchers sur 10 (48/60) en disposent chacun, d'au moins un. Chaque année, le matériel roulant est le premier équipement acheté dès le retour des sites du maraîchage. Il est le signe extérieur du succès de la saison de culture des légumes : celui qui n'a pas réussi son maraîchage n'en achète pas ; celui qui a réussi achète la marque d'engin la plus cotée (donc coûtant chère).

Quant à l'équipement agricole, il marque une innovation qui ne dépasse pas le recours à la traction asine et bovine (charrue et charrette). La charrette apparaît indispensable pour le transport des intrants et extrants du maraîchage (fig. 7). Le maraîchage comme première source de revenus, n'incite pas à la pratique de l'agropastoralisme. Dans l'ensemble, l'équipement pour le maraîchage se limite au seau et à l'arrosoir, puis à la motopompe chez les entrepreneurs.

Figure 7 : L'équipement agricole des exploitants des maraîchers



Source : Enquête de terrain (2008)

#### 4.2.2 L'investissement culturel

Sous réserve d'une étude d'économie familiale plus approfondie, le maraîcher dépense plus d'argent pour les cérémonies : 62 618 F CFA en moyenne dans l'année, contre 30 280 F et 15 325 F respectivement pour l'écolage et la santé.

Bernabé s'offre beaucoup de loisirs, mais des loisirs modestes et calculés. Il est sobre en consommation de plaisir : pas de cigarette, pas de boissons alcoolisées. En revanche, il s'achète régulièrement tous les soirs un plat de riz ou de soupe de viande, au marché de Gouye.

Ce producteur a la bougeotte : il se déplace tous les jours et il est régulièrement au marché de Gouye, ou dans la ville de Ziniaré. Il se rend moins souvent à Ouagadougou, aux marchés de Loumbila et de Zitenga. Chaque déplacement lui coûte 6 000 F à 10 000 F. Ce sont des déplacements de loisirs mais aussi de contraintes. Enfin, Bernabé nie n'avoir pas d'amie. « *Je ne me complique pas la vie !* ».

Contrairement aux entrepreneurs comme Bernabé, reconnus riches (multimillionnaires) suite aux succès accumulés des campagnes de maraîchage, les plus jeunes maraîchers, ceux-là qui ont eu leur rêve satisfait, ne manquent pas de se faire un plaisir exagéré. Nombreux sont ceux-là qui au retour des campagnes de maraîchages, se mettent à fréquenter subitement les marchés ou les villes.

Parti comme ouvrier du maraîchage, X est revenu en fin mai, avec plus de 250 000 F CFA. La fin de la campagne fut fructueuse. La trentaine d'âges sonnée, et après un séjour de trois ans infructueux en Côte d'Ivoire, ce n'est pas fréquemment que X gagne une telle somme. X a loué une chambre précaire dans la ville voisine pour les délices de la vie. Il a oublié sa chère épouse, ses deux enfants et ses parents. Car en ville, c'est la consommation de la bière et du poulet tous les soirs dans les bars et buvettes, en compagnie d'amies de circonstance. A chaque jour son marché ! L'argent finit au bout de trois semaines. X revient dans son ménage pour cultiver la terre. Il n'avait pas pu acheter un sac de céréales pour sa famille afin de parer la soudure alimentaire, ni acheter un pagne pour son épouse, ni tendre 5000 F à ses vieux parents.

#### **4.3 Le niveau de vulnérabilité alimentaire dans les zones de maraîchage**

La consommation alimentaire dans les sites d'immigration apparaît bien fugace, voire pauvre en nutriments. Le tableau V présente les repas consommés durant les 24 heures avant l'enquête concernant les maraîchers migrants à Titao. Ces migrants ne mangent pas le matin, alors que les durs travaux des jardins se font dans les matinées. On prend son repas à midi et le soir.

Les maraîchers consomment essentiellement le tô (pâte cuite, à base de farine de mil ou de sorgho) dont la richesse alimentaire est fonction de la

sauce. Or cette sauce se compose du minimum de condiments : le sel, le poisson fumé, le cube Maggi. Les jeunes préparent eux-mêmes le tô ; alors que la cuisson de ce repas incombe aux femmes dans les ménages. Il arrive que personne ne mange de viande les 24 h durant.

Tableau V : Les repas consommés à Titao

Repas	Tô	Riz	Haricot	Babenda	Couscous	Petit pois	Café	Soupe	Rien	Autres	Total
Matin	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Midi	83	0	6	0	6	0	0	0	3	3	100
Soir	81	11	4	0	9	0	0	1	0	1	100

Source : Enquête de terrain, 2009

Bernabé fournit toutes les deux semaines à ses cinq jeunes ouvriers quatre tines de farine de maïs (soit 40 boîtes à 300 F l'unité), une boîte de gombo à 250 F, une boîte de feuilles sèches de baobab à 175 F, 1 000 F de cube Maggi, 600 F de sel et 500 F de poisson sec, et ceci pendant trois mois. « *Durant la campagne du maraîchage, on mange beaucoup, mais on ne cherche pas de bons plats* ».

Au Burkina Faso, la période de soudure alimentaire commence en février (trois à quatre mois après les récoltes) et prend fin à la prochaine récolte en octobre. En 2009 et à Kartenga, un maraîcher sur cinq a acheté des céréales durant cette période. Toutefois, il a bien plu en hivernage 2008 : 972,7 mm de prélèvement pluviométrique *in situ* contre une moyenne nationale de 700 mm.

Dans l'ensemble, les repas sont garantis dans les ménages à Kartenga et à Zongo à hauteur de 92 %, 77 % et 100 %, respectivement les matins, les midis et les soirs, ceci durant toute la semaine qui a précédé l'enquête. Il est à souligner que les maraîchers, les entrepreneurs ou les ouvriers agricoles, s'établissent un régime alimentaire individuel : tous les jours, ils se retrouvent au marché de Gouye pour échanger sur les projets de maraîchage. Il y existe des gargotes où chacun mange un plat de soupe accompagné de riz, si bien que le jeune maraîcher se nourrit mieux que le reste de la famille.

Au total, les ouvriers agricoles ne s'alimentent pas bien (sur le plan nutritionnel) durant les campagnes. En revanche, dans les ménages des villages de Kartenga et de Zongo, le repas est régulier, voire riche.

## CONCLUSION

Les cultures de décrue sont une pratique agricole exotique, introduite au Burkina Faso depuis la période coloniale. Leur vulgarisation semble avoir suivi le sillage des pasteurs missionnaires. L'engouement pour le maraîchage s'explique aussi par l'innovation de culture de légumes en saison sèche : produire la tomate, l'oseille et le gombo frais en pleine saison sèche, c'était du jamais vu pour les vieilles personnes des années 1960 et 1970.

Ces revenus tirés de la vente des légumes sont une garantie pour l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux en termes d'achat de denrées alimentaires (céréales, condiments), de vêtements, de moyens de déplacement (bicyclettes et motocyclettes) et d'équipements agricoles (charrettes, ânes, bœufs). Enfin, les revenus servent à faire face aux dépenses d'ordre social (baptêmes, mariages, funérailles), de loisirs et à acheter des animaux pour l'embouche (bovine, ovine et caprine). Si ces revenus issus des légumes n'existaient pas, les chefs de ménages vendraient leurs récoltes céréalières en vue de faire face aux besoins et sollicitations.

Mas rien n'est moins sûr : en zone de culture maraîchère sur la rive de Bagré, la culture intensive de l'oignon n'apporte pas une incidence positive sur l'état de santé des enfants. Chez les femmes, le maraîchage passe avant le *caring* des enfants. Les recettes obtenues par les femmes servent à leur équipement (en pagnes ou bijoux) ou de cadeaux à leurs mères, plutôt que de soigner les enfants malades (Ouédraogo, 1998). La question de gestion efficace des recettes des cultures irriguées se pose partout autour des hydro-aménagements où sévit la malnutrition alors que les revenus ont augmenté (Ouédraogo, 2006b).

Comment amener les maraîchers à bien gérer les bénéfices des cultures de contre saison ? Toute la question est d'améliorer ou renforcer la résilience du producteur. Pour ce faire, la formation est le moyen le plus indiqué. Il s'agit, à la lumière des résultats de cette étude, d'élaborer des modules de formation pertinents sur la valorisation des savoir-faire. Si les producteurs maîtrisent les techniques de production de la tomate, ils ignorent en aval la gestion des recettes de la culture maraîchère alors qu'elles devraient servir à multiplier les savoir-faire en agro-business par exemple ; ce qui implique encore la recherche d'animateurs ruraux pour l'accompagnement.

Parallèlement à cette démarche, les maraîchers méritent d'être mieux encadrés dans le domaine foncier (Dama-Balima, 2009), ce qui implique également l'autorité administrative qui connaît les textes en la matière. De la sorte, on peut espérer un respect durable des textes dans l'accès à la terre. Le producteur est appelé à s'approprier le réservoir d'eau et prendre en compte la préservation de la ressource en eau lors de la valorisation de celle-ci (Ouédraogo et al., 2003). De même, il revient à l'autorité d'organiser le marché de la tomate pour éviter la fixation des prix par les commerçants.

La coopération décentralisée est aujourd'hui la forme de partenariat qui caractérise les relations entre les collectivités territoriales burkinabé et étrangères. Elle est devenue l'un des moteurs du développement local. Bien qu'elles soient différentes dans les stratégies d'intervention, ces expériences de coopération contribuent à l'épanouissement socio-économique des citoyens.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOSERUP (E.), 1991. « Causes and effects of disequilibria in food production », pp. 33-40 in GENDREAU (F.), MEILLASSOUX (C.), SCHLEMMER (B.) et VERLET (M.) (éds) : *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires et déséquilibres démographiques*. EDI/ORSTOM/CEPED, Paris, 442 p.

BOYER (F.), 2010. « Croissance urbaine, statut migratoire et choix résidentiels des Ouagalais. Vers une insertion urbaine ségréguée ? » in *Revue du Tiers-Monde*, n° 201, Article on line, pp : 48-64.

COURADE (G.), 1987. Une révolution verte pour l'Afrique ? *Politique Africaine*, n° 26.

DAMA-BALIMA (M.M.), 2009. *Mise en valeur des bas-fonds des bassins versants de la Volta et essor socio-économique dans la Région du Centre-Ouest du Burkina Faso*. Thèse Unique de Géographie, Université de Lomé, 435 p.

GADO (B. A.), 1993. *Une histoire des famines au Sahel : étude des grandes crises alimentaires (XIXe-XXe siècles)*. L'Harmattan. Coll. Racines du présent, Paris, 200 p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE, 2008. *Recensement général de la population et de l'habitation 2006. Résultats définitifs*. Ouagadougou, 52 p.

LAHUEC (J. P.), 1979. « Le peuplement et l'abandon de la Vallée de la Volta Blanche en pays bissa (sous préfecture Bissa) », pp 3-90 in LAHUEC J. P. et MARCHALL J. Y. (éds.), *Mobilité et peuplement bissa*. ORSTOM (Travaux et Documents, n° 103), Paris, 149 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT, 2009. *Cadres stratégiques régionaux de lutte contre la pauvreté*. Ouagadougou, 196 p.

QUEDRAOGO (D.), 1986. *Aménagements hydro-agricoles, opération «Terres neuves » et déplacements de population au Burkina de 1900 à nos jours*. pp. 102-109.

OUÉDRAOGO (D.), 2002. « Migrations circulaires et enjeux identitaires en Afrique de l'Ouest » in *Les Cahiers du GRES*, vol. 3, n° 1, Université de Ouagadougou.

OUÉDRAOGO (F. C.) et SOMÉ (H.), 2003. « Lutte contre la vulnérabilité alimentaire par l'appropriation de l'eau au Burkina : cas de Ramigtenga » in *Les Cahiers du CERLESHS*, 2e numéro spécial, septembre 2003, pp. 94-107.

OUÉDRAOGO (F. C.), 1998. « Impact du maraîchage des femmes sur l'achat des médicaments des enfants en amont du barrage Bagré (Burkina Faso) ». *Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie*, pp. 231-244.

OUÉDRAOGO (F. C.), 2006a. *La vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso*. L'Harmattan, Coll. « Études africaines », Paris, 234 p.

OUÉDRAOGO (F. C.), 2006b. « L'insécurité alimentaire au Burkina Faso : Les grands barrages hydro-agricoles n'éliminent pas la vulnérabilité » in *Annales de l'Université Abdou Moumouni*, Niamey ; Tome VIII-B, pp. 27-40.

REMY (G.), 1977. Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi, Haute-Volta, rapport de synthèse. Fascicule 1 : Les migrations vers les « terres neuves ». Fascicule 2 : La Faim de mil, ORSTOM, Ouagadougou, 52 p.